

Service technique
de la direction générale
Série W.J.D

26L 4 033/4
(1941-1942)

30

Installations fixes

Thèse allemande : Travaux

- Chèse Allemande
(Travaux)

W.V.D. BRUXELLES

BRUXELLES, le 3 Mai 1941

Section Chemin de fer

A tous les référents et section D I E

Monsieur le Directeur de la Section C

Monsieur le Commandant

Informez toutes les E.B.D. - chacun en ce qui le concerne.

OBJET : Directives pour l'interprétation du traité d'Armistice.

Annexe : 1 Disposition d'exécution.

Une Conférence a eu lieu le 29-11-40 entre le Lieutenant-Colonel THEILACKER, Officier d'Etat-Major Général, fondé de pouvoir du chef des transports (BGO) et le commandant de la W.V.D. PARIS, afin d'éclaircir les cas douteux et de déterminer qui doit endosser les frais de construction d'installations du chemin de fer de caractère militaire. La Section Chemin de fer de la W.V.D. PARIS était également représentée. Au cours de cette conférence, le lieutenant THEILACKER précisait ce qui suit :

En se basant sur le paragraphe 1 des décisions d'exécution concernant l'article 13 du traité d'armistice alinéa 1, le chef allemand de l'organisme des transports est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires et qu'exigent l'exploitation ou le trafic. Comme par "exploitation et trafic" il faut évidemment comprendre également l'exploitation et le trafic militaires, les français sont obligés sans autre forme de procès, d'entreprendre gratuitement toutes modifications aux constructions du chemin de fer qui, d'après les principes de l'exploitation ou du trafic militaires, sont jugées nécessaires; et ceci s'applique aussi bien à l'exécution des travaux qu'à la fourniture de matériaux nécessaires. M. le Lieutenant-Colonel THEILACKER a attiré expressément l'attention sur le fait que tout ceci s'applique également à des gares purement militaires par exemple des embranchements qui peuvent n'avoir pas été exploités jusque là par la S.N.C.F. Dans tous les cas, la W.V.D. doit s'en tenir à la S.N.C.F. Celle-ci croit-elle, dans un cas particulier, ne pas devoir supporter les frais, il lui appartient de s'adresser alors au Gouvernement français.

Par contre, les Français ne pourraient être obligés d'exécuter les travaux et de fournir les matériaux quand il s'agit de constructions purement militaires et en particulier celles de caractère opératif telles que voies de maintien pour pièces d'artillerie; voies d'embranchements pour l'installation de pièces à longue portée, voies d'embranchements pour terrains d'aviation ou similaires. De telles constructions doivent être exécutées par des équipes allemandes et le matériel doit être fourni par les Allemands. Ceci est l'affaire, en tout premier lieu, du commandant militaire des troupes du chemin de fer, car il dispose de grandes quantités de prises de guerre. Si la W.V.D. reçoit des demandes émanant de services militaires, elle les

W. V. L. BROUWER

Le Directeur de la Section C

Commandant Le Commandant

Commandement Supérieur de l'Armée
Etat-Major Général de l'Armée
Le Chef de l'Organisme des Transports
L'Officier d'Etat-Major Général fondé
de pouvoir

PARIS, le 12/4/41

Az W III/B N° 432.41

DIRECTIVES

pour la prise en charge des frais et la détermination de la compétence en ce qui concerne les constructions nouvelles et les travaux de reconstruction.

- 1.- Lorsque les mesures prises en vue d'une construction sont, à côté des besoins militaires, utiles en même temps au trafic général, soit par exemple l'installation d'une aiguille pour l'amélioration du rendement d'une gare : dans ce cas, les frais incombent à l'administration locale du Chemin de fer ou à l'Etat.
- 2.- Lorsque les mesures prises en vue d'une construction servent exclusivement à des buts de l'armée d'occupation, soit par exemple un embranchement pour un champ d'aviation, la construction d'une rampe militaire qui ne répondent pas en même temps à un besoin économique : dans ce cas, elles sont ~~à porter~~ à la charge du mandant si les travaux sont exécutés par les équipes locales du Chemin de Fer ou à imputer en d'autres cas aux frais d'occupation du demandeur de travaux, ~~équipés par l'administration locale du Chemin de Fer ou autres, et tout à imputer aux frais d'occupation.~~
- 3.- En cas de reconstruction de dépendances du Chemin de fer détruites pendant la guerre, et ceci même en dehors du réseau de trafic général proprement dit, par exemple dépendances de voies d'un dépôt de munitions, le Gouvernement français est obligé conformément aux décisions d'exécution de l'article 13 du traité d'Armistice § 2 d'exécuter les travaux à ses frais.
- 4.- Les frais d'entretien de constructions nouvelles de caractère purement militaire sont, en application rationnelle du paragraphe 2 ci-dessus, à supporter par les occupants militaires intéressés et à porter en compte aux frais d'occupation.

Prière d'agir en général conformément aux directives ci-dessus. En cas de doute, le cas sera tranché par l'Officier d'Etat-Major Général fondé de pouvoir du Chef de l'organisme des transports à PARIS sur fourniture de renseignements détaillés.

Signé

A Monsieur le Directeur de l'E.B.D. LILLE
Messieurs les Dezerments 3, 7, 21, 24, 31, 31H, 33/34, 37, 37 H
39/40, 41 et 41 H (chacun un exemplaire).
Messieurs les Bktr 1 à 7, Obktr^{Bktr} 1 à 3 et Tbkr 1 à 3 (chacun 1 ex.)
Aux Bureaux T, Ts, M, P (chacun 8 exemplaires) V, Bbv et B (chacun 3 ex.)
A la Transportkommandantur LILLE (3 ex.)
Aux U.B.A. LILLE, DOUAI, St-QUENTIN et CHARLEVILLE (chacun 10 ex.)
Aux B.A. CALAIS et ETAPLES (chacun 10 exemplaires)
Aux M.A. DOUAI, St-QUENTIN, CALAIS et CHARLEVILLE (chacun 5 ex.)
A MM. les Chefs de l'Arrondissement de la voie français de LILLE,
ARRAS, St-QUENTIN et CHARLEVILLE (chacun 2 exemplaires)

OBJET - Article 13 du traité d'Armistice.

Nous vous envoyons pour les besoins du service une copie de l'ordonnance de la W.V.D. BRUXELLES, section chemin de fer 47 To 1 Ja 80 du 2/5/1941 ainsi que de l'article 13 du traité d'armistice du 22/6/40 et des décisions d'exécution afférentes à ce traité. Ci-joint également une copie des directives données par la BGO PARIS le 12/4/41 concernant la prise en charge des frais.

Dans ces textes, la réglementation concernant la prise en charge des frais d'entretien et d'agrandissement d'installations du Chemin de fer est commentée d'une façon plus approfondie.

Signé : LUDWIG

A b s c h r i f t

Oberkommando des Heeres
Generalstab des Heeres
Der Chef des Transportwesens
Bevollm. Generalstabsoffizier Paris

Paris, den 12. April 1941

Az. WIIII/B Nr. 432.41

R i c h t l i n i e n für Tragung der Kosten und Zuständigkeit für Neubauten und Wiederherstellungsarbeiten.

1. Dienen die Baumaßnahmen neben dem militärischen Bedürfnis gleichzeitig dem allgemeinen Verkehr, z.B. Einbau einer Weiche zur Verbesserung der Leistung eines Bahnhofs, so fallen die entstehenden Kosten der einheimischen Eisenbahnverwaltung bzw. dem Lande zur Last.
2. Dienen die Baumaßnahmen ausschliesslich militärischen Zwecken der Besatzung, z.B. Anschlussgleis zu einem Fliegerhorst, Bau einer Militärrampe, für die ein gleichzeitiges wirtschaftliches Bedürfnis nicht anerkannt werden kann, so sind sie auf Kosten des Auftraggebers gegebenenfalls durch Kräfte der einheimischen Eisenbahnverwaltung oder andere zu Lasten der Besatzungskosten durchzuführen.
3. Bei Wiederherstellungsarbeiten von im Kriege zerstörten Anlagen auch ausserhalb des eigentlichen allgemeinen Verkehrsnetzes, z.B. Gleisanlagen eines Munitionslagers, ist die französische Regierung entsprechend den Ausführungsbestimmungen zu Art. 13 des Waffenstillstandsvertrages Ziff. 2 verpflichtet, die Arbeiten auf ihre Kosten durchzuführen.
4. Unterhaltungskosten für neu zu errichtende Anlagen rein militärischen Charakters sind in sinngemässer Anwendung obiger Ziffer 2 durch den betreffenden militärischen Nutzniesser unter Anrechnung auf die Besatzungskosten zu tragen.

Es wird gebeten, allgemein nach vorstehenden Richtlinien zu verfahren. In Zweifelsfällen ist die Entscheidung des Bevollmächtigten, Generalstabsoffizier des Chefs des Transportwesens in Paris unter Darlegung der näheren Umstände herbeizuführen.

gez Unterschrift

Lille, den 20.5.1941.

An
den Herrn Leiter der EBD Lille,
die Herren Dez 3, 7, 21, 24, 31, 31 H, 33/34, 37 37 h, 39/40,
41 und 41 H (je 1 Stck)
die Herren Bktr 1-7, Obktr, Bmktr 1-3 und Tbktr 1-3 (je 1 Stck),
die Euros T, Ts, M, P (je 3 Stck), V, Bbv und B (je 3 Stck),
die TK Lille (3 Stck),
Die ÜBA Lille, Douai, St-Quentin und Charleville (je 10 Stck),
die BA Calais und Etaples (je 10 Stck),
die MA Douai, St-Quentin, Calais und Charleville (je 5 Stck),
die Chefs der franz. Bauarrondissements Lille, Arras, St-Quentin
und Charleville (je 2 Stck),

Betr. : Artikel 13 des Waffenstillstandsvertrages.

In der Anlage übersenden wir je eine Abschrift der Vfg WVD Brüssel -
Abt. Eisenbahn- 47 To 1 Ja 80 vom 2.5.41 sowie des Artikels 13 und der
zugehörigen Ausführungsbestimmungen des Waffenstillstandsvertrages vom
22.6.40 und der vom BGO Paris am 12.4.41 herausgegebenen Richtlinien
für die Kostentragung zum Dienstgebrauch. Hierin ist die Regelung der
Kostenfrage für die Unterhaltung und Erweiterung von Bahnanlagen der
S.N.C.F. näher erläutert.

gez Ludwig

Beglaubigt :

T t RJ

A b s c h r i f t

Wehrmachtverkehrsdirektion
B r ü s s e l
Abteilung Eisenbahn
47 To 1 Ia 80

Brüssel, den 2. Mai 1941

An
alle Referenten und Abteilung B I E
Herrn Leiter der Abteilung C
Herrn Kommandeur
nachr an alle
Eisenbahnbetriebsdirektionen - je besonders -

Betreff: Richtlinien für die Auslegung des Waffenstillstandsvertrages

Anlage : 1 Ausführungsbestimmung.

Um Zweifelsfällen und die Frage, wer die Kosten für die Herstellung von Bahnanlagen militärischer Art zu tragen hat, zu klären, fand am 29.11.40 eine Besprechung zwischen Oberstleutnant Theilacker, bevollmächtigter Generalstabsoffizier des Transportchefs (BGO) und dem Kommandeur der WVD Paris statt. Auch die Abteilung Eisenbahn der WVD Paris war vertreten. In dieser Besprechung wurde von Oberstleutnant Theilacker folgendes festgelegt :

Auf Grund der Ziffer 1 der Ausführungsbestimmung zu Art. 13 des Waffenstillstandsvertrages Abs.1 ist der deutsche Chef des Transportwesens berechtigt, alle von ihm als notwendig erachteten Massnahmen zu treffen, die der Betrieb und Verkehr erfordern. Da unter Betrieb und Verkehr selbstverständlich auch der militärische zu verstehen ist, sind die Franzosen ohne weiteres verpflichtet, alle solche Veränderungen der Bahnanlagen kostenlos vorzunehmen, die aus Gründen des militärischen Betriebes oder Verkehrs erforderlich sind und zwar gilt dies sowohl für die Ausführung der Arbeiten, als auch für die Vorhaltung erforderlicher Materialien. Ausdrücklich wurde von Herrn Oberstleutnant Theilacker darauf hingewiesen, dass sich das auch für rein militärische Bahnhöfe bzw. Anschlüsse bezieht, die möglicherweise bisher nicht von der SNCF betrieben worden sind. Die WVD müsse sich in allen Fällen an die SNCF halten; glaubt diese im Einzelfall nicht verpflichtet zu sein, die Kosten ihrerseits zu tragen, so muss sie sich wegen Rückerstattung an die franz. Regierung wenden.

Dagegen könnten die Franzosen nicht verpflichtet werden für rein militärische Anlagen, insbesondere solche operativer Art wie z.B. Geschützklauen, Anschlussbahnen für die Aufstellung von Ferngeschützen, Anschlussgleise für Flugplätze und Ähnliches, die Ausführung zu leisten und das Material zu stellen. Solche Anlagen müssen durch deutsche Kräfte ausgeführt werden und auch die Stoffe müssen deutscherseits dafür zur Verfügung gestellt werden. In erster Linie kommt hierfür der Befehlshaber der Eisenbahntuppen in Frage, der über grössere Beutemengen verfügt. Wenn Anforderungen von militärischen Stellen an die WVD gestellt werden, sind sie zweckmässig an Bedeis weiterzuleiten unter gleichzeitiger Benachrichtigung des Antragstellers. Nur

in besonders dringlichen Fällen ist Ausführung und Materialgestellung von der WVD als vorläufige Massnahme sofort zu veranlassen.

gez Dr Leinweber.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

•
LE DIRECTEUR
DE
L'EXPLOITATION
•

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X*

Tél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter-33

Adresse Télégraphique
NAFERNORD

DRN n° 750/6

Monsieur le Directeur Général,



Comme suite à ma communication
du 20 Mai, je vous prie de trouver ci-
joint copie, avec sa traduction, d'une
lettre adressée par M. LUDWIG, de
l'E.B.D. LILLE aux Chefs des Arrondis-
~~sements de la S.N.C.F.~~ situés sur le
territoire de ~~cette~~ E.B.D.

Le Directeur de l'Exploitation,

Région du Nord

LILLE, le 20 Mai 1941

18, rue de Dunkerque,
PARIS (10°)

DRN N° 750/6

20 Mai 1941

"Monsieur DUGAS"

"Pour examen et propositions : voilà une occasion de bien poser la question au fond".

Monsieur le Directeur Général,

20 MAI 1941
3 MAI 1941
3002/6
83

Signé : LE BESNERAIS
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la copie d'une lettre de l'E.B.D. LILLE, en date du 15 Mai, et adressée par M. LUDWIG, Dezernent 41, à M. DELEHAYE, Ingénieur, Chef de l'Arrondissement V.B. de LILLE, lettre dont je vous ai entretenu le 19 courant.

P. le Directeur de l'Exploitation,

signé :

La question des commandes de travaux à la S.N.C.F. pour la construction de voies de chemin de fer est traitée par le Dez 41 de l'E.B.D. LILLE. Ce service demande également à l'E.B.D. LILLE, ce service de la construction de la surface - M. DELEHAYE - et avisera les BA.

Les travaux de construction divers peuvent être demandés aux Arrondissements de la Voie compétents jusqu'à concurrence d'une somme totale de 2.500 RM = 50.000,00 francs français, à l'exception des travaux de construction du bâtiment de l'E.B.D., du foyer des cheminots rue Macquart et du Casino. Pour ces derniers et pour des travaux de construction de plus grande importance, on procédera comme pour les constructions de voies en tant qu'ils ne tombent pas sous le loi de l'hébergement, ceux-ci devant être payés par les communes. La commande directe des districts aux sections françaises doit être limitée aux cas où un danger est menaçant.

En complément, la disposition de la W.V.D. BRUXELLES - Subdiv. ch. de fer - 47 To 1 Ja 80 du 12.4.41 est rappelée ci-dessous :

Suite au paragraphe 1 des prescriptions d'exécution de l'article 13 du Traité d'Armistice - alinéa 1, la S.N.C.F. est obligée d'établir gratuitement les installations de voies nécessaires au trafic militaire ou utiles à l'exploitation militaire. Ceci concerne également l'installation de gares pour les militaires ou embranchements qui n'étaient pas jusqu'à présent des installations de pure opération.

signé : LE BESNERAIS

AVISE : M. PORCHEZ ("Pour examen et propositions : voilà une occasion de bien poser la question au fond".)
M. DUGAS

Direction de l'Exploitation
du Chemin de fer
LILLE

LILLE, le 15 Mai 1941

41 S'il s'agit d'agrandissement et remises en état
d'embranchements privés qui existaient déjà avant et qui
pour des raisons militaires ont été prolongés ou remises
A l'U.B.A. LILLE pour le service, la S.N.C.F. a été avisée
pour avis : BA CALAIS et ETAPLES pour les travaux de construction
UBA DOUAI, St-QUENTIN et CHARLEVILLE
M.M. Dez 39/40, Obktr, T 1, T 3 - T 6, 7 8 et
à la S.N.C.F. - Monsieur DELEHAYE

Objet : Commande de travaux à la S.N.C.F.

La question des commandes de travaux à la S.N.C.F. pour
l'exécution des travaux autres que l'entretien normal a été
discutée en commun le 28.3.41 entre le Directeur de l'E.B.D.
LILLE et M. LATOUCHE, Représentant de la S.N.C.F. Il a été
convenu que ces travaux seront demandés à l'avenir par écrit
à la S.N.C.F.

Etant donné que toutes les modifications d'installations
de voies sont traitées par le Dez 41 de l'E.B.D. LILLE, ce service
demandera également à l'avenir tous les travaux de ce genre
pour l'ensemble du territoire de l'E.B.D. au représentant de
la S.N.C.F. pour la construction et des questions techniques
des travaux de surface - M. DELEHAYE - et avisera les BA
ou UBA compétents.

Des travaux de construction divers peuvent être demandés
par les BA ou UBA aux Arrondissements de la Voie compétents
jusqu'à concurrence d'une somme totale de 2.500 RM = 50.000,00
francs français, à l'exception des travaux de construction du
bâtiment de l'E.B.D., du foyer des cheminots rue Macquart et
du Casino. Pour ces derniers et pour des travaux de construc-
tion de plus grande importance, on procédera comme pour les
constructions de voies en tant qu'ils ne tombent pas sous la
loi de l'hébergement, ceux-ci devant être payés par les commu-
nes. La commande directe des districts aux sections françaises
doit être limitée aux cas où un danger est menaçant.

En complément, la disposition de la W.V.D. BRUXELLES -
Subdiv. ch. de fer - 47 To 1 Ja 80 du 18.4.41 est rappelée
ci-dessous :

Suite au paragraphe 1 des prescriptions d'exécution de
l'article 13 du Traité d'Armistice - alinéa 1, la S.N.C.F.
est obligée d'établir gratuitement les installations de voies
nécessaires au trafic militaire ou utiles à l'exploitation
militaire. Ceci concerne également l'installation de gares pure-
ment militaires ou embranchements qui n'étaient pas jusqu'à
présent exploitées par la S.N.C.F. De cela sont exclues seule-
ment les installations ayant un caractère de pure opération
par exemple raccordements pour des terrains d'aviation ou
canons, etc.....

S'il s'agit d'agrandissement et remises en état d'embranchements privés qui existaient déjà avant et qui pour des raisons militaires ont été prolongés ou remises en état pour le service, la S.N.C.F. n'aura aucun droit à un bon de réquisition pour les matériaux de construction utilisés ou heures de travail effectuées.

Votre lettre du 5.5.41 est de ce fait liquidée.

signé : LUDWIG.

Eisenbahnbetriebsdirektion Lille

Lille, den 15. Mai 1941.

an das
UBA Lillenachrichtlich: BA Calais und Etaples
UBA Douai, St Quentin und Charleville
Herr, Dez 39/40, Obktr, T 1, T 3 - T 6, T 8 und
an die S.N.C.F. z.Hd des Herrn Delehayé.Betr: Auftragserteilung an die SNCF.

Die Frage der Auftragserteilung an die SNCF zur Durchführung von Arbeiten ausserhalb der normalen Unterhaltung wurde allgemein am 28.3.41 zwischen dem Leiter der EBD Lille und dem Vertreter der SNCF, Herrn Latouche, besprochen. Es wurde hierbei vereinbart, dass Künftig solche Arbeiten bei der SNCF schriftlich zu bestellen sind.

Da alle Veränderungen in den Gleisanlagen im Dezernat 41 der EBD Lille behandelt werden, wird dieses Dezernat auch künftig alle diesbezüglichen Arbeiten für den gesamten Direktionsbereich bei dem Vertreter der SNCF für bauliche und oberbautechnische Angelegenheiten, Herrn DELEHAYE, bestellen und die zuständigen BA bzw.UBA hiervon benachrichtigen.

Sonstige Bauarbeiten können bis zu einem Gesamtbetrage von 2.500 RM=50.000,- frz Fr. von den BA bzw. UBA bei den zuständigen Bauarrondissements bestellt werden mit Ausnahme der Bauarbeiten im EBD-Gebäude, im Eisenbahnheim Rue Macquart und Kasino. Bei letzteren und bei Bauarbeiten grösseren Umfanges wird so vorgegangen wie bei den Gleisbauten, soweit sie nicht unter das Quartierleistungsgesetz fallen und daher von den Gemeinden bezahlt werden müssen. Die direkte Bestellung durch die Bahnmeistereien bei den französischen Sektionen soll auf Fälle beschränkt bleiben, bei denen Gefahr im Verzuge ist.

Zur Ergänzung sei hier noch die Vfg der WVD Brüssel- Abt.Eisenbahn-47 To 1 Ja 80 vom 18.4.41 erwähnt, in der es heisst:

"Auf Grund Ziff 1 der Ausführungsbestimmungen zu Art.13 des Waffenstillstands-Vertrages - Abs 1-ist die SNCF verpflichtet, Bahnanlagen, die aus Gründen des militärischen Betriebes oder Verkehrs erforderlich sind, kostenlos herzustellen. Dies bezieht sich auch auf die Herstellung rein militärischer Bahnhöfe bzw. Anschlüsse, die bisher von der SNCF nicht betrieben worden sind. Ausgenommen sind hierbei nur Anlagen rein operativen Charakters, z.B. Anschlussgleise für Flughäfen und Geschütze usw.

Handelt es sich um die Erweiterung und Instandsetzung von Privatgleisanschlüssen, die also früher schon vorhanden waren und aus Gründen des militärischen Verkehrs erweitert oder betriebsfähig wiederhergestellt wurden, so hat die SNCF keinen Anspruch auf Requisitionsscheine über die verwendeten Oberbaustoffe oder geleistete Arbeitsstunden".

Hiermit ist ihre Zuschrift vom 5.5.41 in anliegendem Vorgang erledigt.

LUDWIG

Recommandé
Commandement Supérieur de l'Armée
Le Chef des Transports

Paris, le 2 Août 1941.

Au Ministère Français des Communications
pour remettre à Monsieur BERTHELOT,
Secrétaire d'Etat,

Différents incidents de ces derniers temps m'incitent à donner les prescriptions suivantes :

En vertu de la Convention d'Armistice le Gouvernement Français est tenu de donner son assent à toutes les prescriptions de la puissance occupante et de faire exécuter, par tous les moyens en sa possession. Dans le domaine des transports (notamment des transports par chemin de fer et voies fluviales), ces prescriptions sont édictées par moi-même en tant que représentant local et qualifié Chef des transports de l'Armée allemande, ou par les W.V.D. Paris et Bruxelles agissant en mon nom.

Je compte que le Ministère Français des Transports et ses organismes (notamment la S.N.C.F. et l'O.N.N.) se conformeront désormais à mes ordres et ceux des W.V.D. immédiatement et sans réserve, lors même que le Ministère Français des transports jugerait nécessaire de consulter son Gouvernement ou la Commission d'Armistice.

~~Signature~~

P.O.
signature
Général de Brigade.

A titre d'information
aux Chef des Transports
W.V.D. Paris et Bruxelles
Commandant Militaire en France
Commandant Militaire en Belgique (Nord de la France).

Einschreiben
Oberkommando des Heeres
Der Chef des Transportwesens

Paris, den 2. August 1941.

An das französische Verkehrsministerium

z.Hd. des Herrn Staatssekretärs BERTHELOT

Verschiedene Vorkommnisse der letzten Zeit veranlassen mich zu folgender

Klarstellung :

Auf Grund des Waffenstillstandsvertrages ist die französische Regierung verpflichtet die von der besetzenden Macht ergehenden Anordnungen mit allen Mitteln zu unterstützen und durchzuführen. Auf dem Gebiete des Verkehrswesens (vor allem Eisenbahnen und Wasserstrassen) ergehen diese Anordnungen durch mich als den örtlichen bevollmächtigten Vertreter des Chefs des Transportwesens der deutschen Wehrmacht, bzw. von den mir beauftragten Wehrmachtverkehrsdirektionen Paris und Brüssel.

Ich erwarte, dass das französische Verkehrsministerium und seine Organisationen (vor allem SNCF und ONN) meine Forderungen, sowie Forderungen der Wehrmachtverkehrsdirektionen künftig sofort und ohne Einschränkung, unabhängig davon ob das französische Verkehrsministerium eine Rückfrage bei seiner Regierung oder bei der Waffenstillstandskommission für nötig hält.

I.V.
Unterschrift
Generalmajor.

Nachrichtlich :

Chef des Transportwesens
WVR Paris und Brüssel
Mil. Bef. in Frankreich
Mil. Bef. in Belgien/ Nordfrankreich.

Wehrmachttransportleitung PARIS
Abt I/Waffenstillstand - AS W III/B

PARIS, le 11 Avril 1942.

Br b. Nr 2799/42

Ref/sans

OBJET - Réglementation des dépenses pour des constructions nouvelles exécutées à la demande des Autorités d'occupation.

AUX W.V.D. PARIS et BRUXELLES

La réglementation des dépenses pour des constructions nouvelles exécutées à la demande des Autorités d'occupation doit avoir lieu à l'avenir par la Délégation de l'Economie auprès de la Commission allemande d'Armistice à PARIS (Deutsche Waffestillstandsdelegation für Wirtschaft).

Il convient de distinguer 3 sortes de constructions :

- 1) Constructions uniquement d'intérêt français qui seront payées par les Français.
- 2) Constructions uniquement d'intérêt militaire, prises en charge par les Autorités d'occupation.
- 3) Constructions qui sont également dans l'intérêt français et dont les frais seront à répartir dans une proportion à fixer par cas d'espèce.

La S.N.C.F. présentera aux E.B.D. des listes sur les constructions nouvelles visées sous 2) et 3) exécutées jusqu'à présent.

signé : KOHL

Certifié conforme :
signé : HOELSCHER

t.R.O.I.
1/5/42